

Résolution adoptée par le Comité exécutif du Parti travailliste (8 juillet 1971)

Légende: Le 8 juillet 1971, le comité exécutif du Parti travailliste anglais réagit au Livre blanc publié par le gouvernement conservateur d'Edward Heath sur la politique européenne du Royaume-Uni et se déclare opposé à l'adhésion du pays aux Communautés européennes.

Source: Notes et études documentaires : L'adhésion de la Grande-Bretagne aux Communautés européennes, Négociations et conclusion de l'accord 1970-1972. dir. de publ. Serre, Françoise de la. 04.05.1973, n° 3 984-3 985-3 986. Paris: La Documentation française. "Résolution adoptée par le Comité exécutif du Parti travailliste (8 juillet 1971)", p. 91.

Copyright: (c) La Documentation française

URL: http://www.cvce.eu/obj/resolution_adoptee_par_le_comite_executif_du_parti_travailliste_8_juillet_1971-fr-b106ced7-a90d-4205-bdaa-dccb84a665ce.html

Date de dernière mise à jour: 13/09/2013

Résolution adoptée par le Comité exécutif du Parti travailliste

(8 juillet 1971)

La Conférence, après avoir examiné le Livre Blanc gouvernemental « Le Royaume-Uni et les Communautés européennes » :

- s'oppose à l'entrée dans le Marché Commun aux conditions négociées par le gouvernement conservateur,
- déplore le refus du gouvernement de donner à la nation les éléments nécessaires d'une appréciation complète du coût effectif de l'adhésion aux Communautés par rapport aux bénéfices à long terme qui peuvent en découler et regrette en particulier le refus du Premier ministre de constituer un Comité spécial pour examiner les données dont dispose le gouvernement,
- estime, de plus, que la politique économique et sociale du gouvernement conservateur affaiblit et divise la nation au point de compromettre la capacité de la Grande-Bretagne à améliorer le niveau de vie du peuple britannique, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du Marché Commun,
- demande au Premier ministre qui avait lui-même déclaré, au cours de la campagne électorale « qu'aucun gouvernement ne pourrait faire entrer la Grande-Bretagne dans le Marché Commun contre les vœux du peuple britannique », de se soumettre au jugement démocratique par une élection générale.

Elle invite donc le groupe parlementaire du parti travailliste - sur la base de ces données et de la décision de la Conférence - à s'unir pour voter contre la politique du gouvernement.